

EUROPE

Grèce

EN DONNANT LA VICTOIRE A M. PAPANDRÉOU

Les électeurs ont surtout voulu faire barrage à la droite

Athènes. - On redoutait que les élections du 2 juin en Grèce ne débouchent sur un résultat confus. Il est clair, au-delà de toute attente : la Grèce a choisi de poursuivre la première expérience socialiste de son histoire, engagée il y a trois ans et demi avec l'arrivée au pouvoir de M. Papandréou. A peine un tiers des résultats était-il connu que déjà les sympathisants du PASOK (le Parti socialiste) envahissaient bruyamment les rues d'Athènes et que M. Papandréou se félicitait de son « triomphe ».

La tendance, en effet, était nette : devançant de cinq points environ le parti de la Nouvelle Démocratie, le PASOK était assuré de la majorité absolue au Parlement. Le premier ministre, qui n'est pas homme à composer, n'aura pas à solliciter l'appui des communistes, une situation qu'il s'était refusé à envisager publiquement et qui n'aurait vraisemblablement guère eu d'avenir. La Grèce a évité l'instabilité, et la démocratie, pour laquelle on est encore si enclin à trembler à propos de ce pays, en sort incontestablement renforcée. Le projet qui avait été celui de M. Papandréou lorsqu'il créa, en 1974, son mouvement socialiste pan-hellénique, à savoir promouvoir une gauche non communiste apte à gouverner de façon autonome, n'a pas été mis en échec.

« La droite, on sait ce que c'est »

Le chef du gouvernement avait centré toute sa campagne sur un seul mot d'ordre, « faire barrage à la droite », plutôt que sur une argumentation positive. Il mettait en garde contre le retour de l'oligarchie, de l'autoritarisme, et ses premiers commentaires sont allés dans le même sens, lundi à l'aube, lorsqu'il a salué « la grande victoire du peuple contre la réaction grecque et étrangère ». Cette tactique a payé. Ceux qui, déçus du socialisme ou plutôt du papandréisme, avaient été tentés de s'égarer vers les petits partis de gauche, et notamment vers le Parti communiste dit de l'intérieur - le plus « occidental » sans doute des partis grecs, - sont restés dans le rang. Devant les foules considérables rassemblées ces dernières semaines par la Nouvelle Démocratie, les contestataires ont finalement choisi de voter utile, c'est-à-dire pour le seul parti apte à faire échec à la droite.

Le premier ministre disposait contre l'adversaire d'un slogan en

or : « La droite, on sait ce que c'est », scandé des milliers de fois par des milliers de personnes ces dernières semaines. Trois ans et demi, c'est peu, effectivement, pour faire oublier trente-cinq ans d'une droite répressive et le piètre bilan économique et social que la Nouvelle Démocratie, à bout de souffle, déchirée par ses querelles internes, coupée de la droite populaire, avait laissé derrière elle en octobre 1981.

Les efforts d'organisation et de mobilisation fournis par la Nouvelle Démocratie ces derniers mois se traduisent par une nette remontée par rapport au score de 1981. Rompant avec la rhétorique conservatrice classique, paternaliste et anticommuniste, M. Mitsotakis qui dirige le parti depuis septembre 1983, avait tenté de le rapprocher des droites européennes, et c'est une des raisons pour lesquelles il avait consacré l'essentiel de son programme aux questions économiques. Mais ce programme, dénoncé par la gauche comme « reaganian » ou « thatcheriste », a sans doute fait reculer bon nombre d'électeurs en dépit de quelques promesses démagogiques de M. Mitsotakis, comme celle de supprimer les taxes sur les voitures.

La personnalité même de M. Mitsotakis a peut-être découragé, d'autre part, des transferts d'électeurs plus importants du PASOK vers son parti. M. Papandréou avait fait de ce duel une affaire personnelle et il n'a pas ménagé ses attaques contre cet adversaire qu'il n'hésitait pas à qualifier publiquement de « traître » : une allusion à ce jour de 1965 où M. Mitsotakis, membre de l'Union du centre, avait pris fait et cause pour la monarchie contre le gouvernement de M. Georges Papandréou (le père d'Andréas) et provoqué sa chute en quittant ce parti, avec quelques autres députés, pour rejoindre la droite. La presse s'en est mêlée, certains journaux mettant en doute le passé de résistant de M. Mitsotakis, d'autres lui reprochant des tractations assez louches alors qu'il occupait des postes ministériels, économiques et techniques, dans différents gouvernements de droite. Mais, surtout, l'opinion grecque était au fait des inimitiés que l'on nourrissait contre lui à l'intérieur même de la Nouvelle Démocratie. Pour des secteurs entiers de son parti, néo-démocrates pure souche ou membres d'une droite dure qui,

elle aussi, a ses barons, M. Mitsotakis n'était encore qu'un transfuge du centre, un homme qui a trahi, fût-ce pour la rejoindre. L'appel lancé samedi soir par M. Caramanlis, trop tardif, trop peu clair, venant d'un homme dont il est de notoriété publique qu'il déteste M. Mitsotakis et réciproquement, n'était guère crédible.

Des acquis

S'ils ont voté d'abord contre la droite, les Grecs ont aussi voté pour les acquis de trois ans de gouvernement socialiste. Sur le plan économique et social, c'est dans la zone rurale que ses progrès ont été les plus manifestes. Les campagnes grecques, restées pendant si longtemps de tradition conservatrice, sont désormais les plus fermes soutiens de M. Papandréou. Les subventions de la Communauté européenne ont joué leur rôle dans l'affaire, mais également la présence à la tête du ministère de l'agriculture d'un homme qui est sans doute la personnalité la moins contestée de ce régime, ainsi que les efforts faits dans le domaine social pour améliorer la condition des paysans et accompagner un développement rural dont nul auparavant ne s'était jamais soucié. Les villes, en revanche, frappées plus directement par le chômage et l'inflation, ont donné leurs faveurs à la Nouvelle Démocratie.

Contrairement à ce que l'on avait pu penser en mars, le coup de force, par lequel M. Papandréou a provoqué la démission de M. Caramanlis de la présidence de la République, n'a pas été sanctionné par les électeurs. Dès lors qu'il était élu, M. Sartzetakis, le nouveau président de la République, une personnalité au-dessus de tout soupçon, avait conquis aux yeux des Grecs une légitimité sur laquelle il n'était plus question de revenir. L'une des erreurs majeures de M. Mitsotakis aura été d'avoir réclamé, au début de sa campagne, la démission du nouveau président de la République.

L'opération menée en mars par M. Papandréou a sans doute contribué, en fait, à resserrer les rangs au sein de son électorat. Elle ne lui a guère permis, cependant, d'attirer une très large partie de l'électorat communiste, même si ce dernier sort quelque peu affaibli de la consultation. Le Parti communiste de l'extérieur (pro-soviétique) comme le petit Parti communiste de l'intérieur (qui avait fait un bien meilleur score aux européennes) semblent surtout avoir été victimes de la nouvelle loi électorale, qui, bien qu'elle s'intitule « proportionnelle renforcée », favorise en fait, dans une forte mesure, les deux plus grands partis.

Les mains libres

M. Papandréou a donc, ce lundi, les mains libres. Pour la stabilité des institutions grecques, c'est une chose appréciable, mais nombreux sont ceux qui, même à gauche, se demandent aujourd'hui avec une certaine inquiétude si la victoire n'est pas trop belle pour un homme à qui ils reprochent d'user du pouvoir comme de sa propriété personnelle. Le régime de M. Papandréou se définit plutôt par la personnalité de son chef, ses favoritismes, ses répudiations, ses coups de théâtre, que par une politique sérieusement définie. Son côté imprévisible, son double langage que certains tiennent pour duplicité, sa pratique de la navigation à vue irritent plus d'un Grec. Le succès qu'il vient de remporter va-t-il le renforcer dans ces tendances ou bien, au contraire, en lui garantissant son maintien au pouvoir pour quatre ans, l'inciter à mettre en œuvre une politique mieux articulée et à assainir une administration surpeuplée où, à tous les échelons locaux et dans toutes les institutions, ceux qu'on appelle ses « gardes verts », les cadres du PASOK, lui servent plutôt de relais de propagande que d'agents de la fonction publique ?

La seule mesure qu'il ait annoncée pour l'instant M. Papandréou est la constitution d'un gouvernement plus restreint (une vingtaine de membres au lieu des cinquante du précédent cabinet) qui devrait contribuer à une meilleure efficacité. Dans le domaine économique, un conseiller de M. Papandréou affirmait dimanche soir qu'il n'est pas question, même après les élections, d'en venir à une politique d'austérité. On continue de tabler, disait-il, sur l'encouragement aux petites et moyennes entreprises et sur l'investissement public qui, espère-t-on, devrait permettre à la Grèce d'atteindre en quatre ans, et sans aggravation du chômage, un taux de croissance de 5 %.

Ce discours ne tient guère si l'on fait le bilan des trois dernières années : le chômage a augmenté ces derniers mois dans des proportions considérables, l'investissement

De notre envoyée spéciale

privé stagne, certaines des « entreprises en difficulté » soutenues par l'État sont de véritables gouffres et ne se relèveront pas. Le déficit budgétaire et la dette extérieure atteignent un niveau limite. La Grèce, en bref, vit à crédit. S'il décide d'en venir à plus de rigueur, M. Papandréou rencontrera sans doute l'hostilité des syndicats, largement dominés par le Parti communiste de l'extérieur qui risque de faire payer sur ce terrain sa déception électorale. La situation n'est donc pas sans nuages, mais toutes les cartes sont aujourd'hui dans les mains de M. Papandréou. A lui de jouer une fois de plus.

CLAIRE TRÉAN.

Hongrie

Création d'un conseil national des Tziganes

Vienne (AFP). - Un conseil national des Tziganes a été créé, vendredi 31 mai, à Budapest. Affilié au Front populaire patriotique, structure unique qui accueille toutes les organisations politiques et les principales associations, ce conseil devra défendre les intérêts de la population tzigane, estimée à 320 000 personnes. Le conseil sera composé de « représentants de cette population et de spécialistes », selon l'agence officielle MTI.

Considérés comme un groupe ethnique, les Tziganes de Hongrie n'ont pas droit à l'appellation de « minorité nationale », contrairement aux Allemands, Slovaques, Slaves du Sud et Roumains.

[Les Tziganes de Hongrie, souvent victimes de l'ostracisme et du mépris du reste de la population, sont dans une situation sociale et économique difficile. Mis à part les musiciens des orchestres de Budapest - bien connus des touristes occidentaux, - la plupart d'entre eux constituent une sorte de sous-prolétariat, et les diverses initiatives prises pour tenter de régler certains aspects du problème (habitat, enseignement), n'ont guère réussi jusqu'à présent.]

Portugal

L'avenir de la coalition socialiste - social-démocrate est compromis

De notre correspondant

Lisbonne. - L'avenir de la coalition socialiste-social-démocrate au pouvoir depuis juin 1983 semble désormais très compromis. Réunies le 30 mai, les délégations des deux partis, dirigées respectivement par MM. Mario Soares et Cavaco Silva, ne sont parvenues à aucun accord sur la façon de « relancer l'activité du gouvernement ». Une nouvelle rencontre, en tête en tête, entre les leaders du PS et du PSD a eu lieu le vendredi 31. Depuis, les déclarations pessimistes se multiplient de part et d'autre.

Le malaise qui a toujours caractérisé les relations au sein de la majorité s'était accentué depuis l'élection en congrès, le 19 mai dernier, du nouveau président de la commission politique du PSD. Adoptant un langage extrêmement dur, M. Cavaco Silva, qui représente l'aile la plus conservatrice des sociaux-démocrates, a sévèrement critiqué le gouvernement qui, selon lui, entraîne le pays dans une situation chaque jour plus difficile. « On ne peut plus ajourner des décisions indispensables à l'amélioration des conditions de vie des Portugais », s'est-il exclamé à la télévision, le 28 mai.

Le nouveau leader du PSD exige notamment l'abrogation immédiate de plusieurs dispositions en matière agricole qui, aux yeux des socialistes (pourtant très modérés sur ce thème), provoqueraient la reconstitution automatique des anciens grands domaines de l'Alentejo au sud du pays. En outre, M. Cavaco Silva veut imposer l'adoption d'urgence d'une loi libéralisant les licenciements ; cette attitude est jugée excessive jusque dans les syndicats proches du PSD.

Par-delà ces questions concrètes, c'est surtout l'approche de l'élection présidentielle, prévue pour le mois de décembre prochain, qui crée une tension entre les deux partenaires de la coalition gouvernementale. M. Cavaco Silva et ses amis ne cachent pas leur sympathie à l'égard de la candidature, annoncée en avril, de M. Freitas do Amaral. L'ancien chef des démocrates-chrétiens (CDS) se propose de regrouper toutes les forces politiques à droite du PS, faisant revivre ainsi l'« Alliance démocratique » qu'il avait constituée en 1979 avec feu Francisco Sa Carneiro, alors leader du PSD. Pour l'entourage de M. Cavaco Silva, cette nouvelle version de l'AD redonnerait au parti social-démocrate un rôle primordial dans la vie politique portugaise. « En cas de victoire, affirme-t-on discrètement dans ses rangs, M. Amaral aurait la présidence de la République, et nous la présidence du gouvernement. »

Bon connaisseur du PSD - une formation qui, depuis le début de l'année, a déjà connu trois leaders et trois stratégies - le premier ministre, M. Mario Soares essaie de gagner du temps. Prudemment, le chef du gouvernement laisse à quelques personnalités de deuxième plan de son parti le soin de s'insurger contre « certaines déclarations irresponsables » de M. Cavaco Silva. Il pose une seule condition

Yougoslavie

Disparition de deux haltérophiles albanais. - L'Albanie a envoyé une « protestation énergique » à la Yougoslavie à la suite de la disparition de deux haltérophiles albanais dans la ville yougoslave de Titograd, le 28 mai, a rapporté, vendredi 31 mai, l'agence albanaise ATA. Les deux haltérophiles, Aleksander Kondo et Xhelal Suhniqi, passaient par la Yougoslavie venant de Pologne où ils avaient participé aux championnats européens d'altérophilie. - (AFP.)

jet politique progressiste de l'actuel chef de l'Etat. Par ailleurs, les divergences se manifestent aussi parmi les dirigeants du PSD ; notamment à propos de la candidature aux présidentielles de M. Freitas do Amaral. Enfin, la victoire de la tendance conservatrice au PSD effraye les plus modérés du parti, qui se considèrent comme les seuls « vrais sociaux-démocrates ».

Ce contexte d'incertitude chez les adversaires pourrait être propice au renforcement électoral des socialistes.

Mais le dernier mot en la matière appartient au général Eanes qui est rentré, le vendredi 31 mai, d'un voyage de onze jours en Chine, à Macao et en Yougoslavie. D'après la Constitution, le président de la République ne peut pas décréter la dissolution de la Chambre dans les six mois précédant la fin de son mandat. Cela signifie qu'une éventuelle décision à ce sujet devrait intervenir avant le 14 juillet prochain. C'est une décision pourtant très difficile car elle entraînerait nécessairement un retard dans la ratification par le Parlement du traité d'adhésion du Portugal à la Communauté européenne, qui sera signé le 12 juin à Lisbonne.

JOSÉ REBELO.

L'homme du paradoxe

De notre envoyée spéciale

Athènes. - Paradoxal Papandréou ! L'homme qui, depuis trois ans et demi exaspère Washington est, sans le moindre doute, le dirigeant politique grec qui a les liens personnels les plus étroits avec les Etats-Unis ! M. Andréas Papandréou n'avait-il pas choisi de s'y exiler lorsque son pays a été soumis à la dictature du général Metaxas, à la veille de la deuxième guerre mondiale ? Il a servi dans l'US Navy pendant le conflit. Il a fait la majeure partie de ses études à Harvard ; il a ensuite enseigné l'économie à Berkeley. Il a épousé une Américaine. Il est un ami de très longue date de l'actuel ambassadeur à Athènes, M. Stearns...

C'est bien le même homme, pourtant, qui se répand en déclarations incantatoires contre l'« impérialisme américain » et qui, depuis trois ans et demi, au nom de l'indépendance de la Grèce, et du rejet de la politique des blocs, s'est démarqué presque systématiquement des positions occidentales sur tous les grands sujets internationaux : le régime du général Jaruzelski est ainsi gratifié de sa politesse bienveillante, et l'implantation des fusées américaines Pershing-II en République fédérale a été condamnée par ses soins - pour ne citer que deux exemples.

Le même homme, sans trop se pencher sur la complexité des problèmes du Proche-Orient, accueille M. Arafat en fanfare, se flatte de ses bonnes relations avec le colonel Kadhafi et va même jusqu'à organiser une rencontre en Crète entre le dirigeant libyen et le président de la République française pour démentir l'écheveau tchadien. Il profite de la moindre occasion pour tonner contre l'OTAN - et, parfois, pour « picoter » l'alliance, comme lorsqu'il a refusé, en mai dernier, d'approvisionner en fuel

un navire britannique qui participait à des manœuvres en mer Egée.

M. Papandréou, comment le nier, n'a pas le sens inné de la solidarité atlantique ! Mais il faut aussi faire la part de son équation personnelle dans la façon dont il exprime la politique étrangère de son gouvernement. Populiste, volontiers théâtral, il a contribué à donner l'impression que la diplomatie de la Grèce était faite de slogans, de jugements à l'emporte-pièces et d'initiatives plus spectaculaires que lestées de contenu.

C'est ce qui a permis à son adversaire conservateur, M. Mitsotakis, de l'attaquer avec verve, mais, on le constate aujourd'hui, sans beaucoup d'efficacité. Le leader de la Nouvelle démocratie a dénoncé le « double langage » de M. Papandréou, déploré que le chef du gouvernement socialiste « ridiculise » la Grèce aux yeux des étrangers. Mais ses arguments ne portaient guère qu'au près des milieux intellectuels, qui trouvent aux écarts de M. Papandréou un côté par trop « oriental ». Au près du plus grand nombre, la politique du leader socialiste est populaire, car elle libère la Grèce de son complexe de petit pays trop longtemps dominé par des puissances étrangères et aujourd'hui encore en proie à un anti-américanisme débordant largement l'électorat « naturel » du PASOK.

La vérité, pourtant, est que l'arrivée des socialistes au pouvoir en 1981 n'a pas bouleversé de fond en comble les données de la diplomatie grecque. Le pragmatisme a prévalu. M. Papandréou n'a pas mis ses slogans à exécution ni engagé le pays dans l'aventure.

C. T.

LA RECHERCHE inédit LESIDA ET SON VIRUS Par Luc Montagnier de l'Institut Pasteur et son équipe ; Dans LA RECHERCHE de juin n° 167 EN VENTE PARTOUT 24 F. OFFRE SPECIALE D'ABONNEMENT Un an : 209 F au lieu de 264 F*